



RAPPORT DE CONSULTATION DES COMMUNES

L'avant-projet des statuts de l'ASET (Association STEP Echallens Talent) a été soumis aux communes en janvier 2020, selon le processus prévu par l'art. 113 de la loi vaudoise sur les communes.

Bilan sur la consultation des communes

Le processus de consultation s'est déroulé comme suit jusque-là :

- **Septembre 2019** : Nomination des commissions ad hoc dans les communes ;
- **Novembre-décembre 2019** : 2 séances d'information destinées aux membres des commissions ad hoc, aux municipaux et autres membres du législatif ;
- **Janvier 2020** : Transmission du dossier (avant-projet de statuts et ses annexes, rapport de synthèse) aux communes ;
- **Mars 2020** : Retour des prises de position des communes, 97 remarques et demandes ont été formulées par les 9 communes ;
- **Mars à mai 2020** : Traitement des remarques par le COPIL et premier retour aux Municipalités ;
- **Juin à août 2020** : Rencontre des communes ayant souhaité une entrevue, deuxième phase de traitement des remarques par le COPIL et élaboration des statuts définitif ;
- **Septembre 2020** : Nouvelle consultation de la DGAIC (anciennement SCL).

Le COPIL remercie vivement les commissions pour leur travail constructif et utile !

Modifications apportées pour la version définitive

Suite à la consultation des communes, le COPIL a élaboré la version définitive des statuts. Cette version (septembre 2020) est présentée dans un document annexe.

Les articles suivants, concernant le conseil intercommunal, ont fait l'objet de nombreuses remarques et ont donc été rediscutés de manière plus approfondie :

- Article 10 Représentation des communes
- Article 16 Droit de vote

Ces deux articles sont présentés plus en détails dans ce qui suit.

Représentation au conseil intercommunal et décision

Les discussions autour des articles 10 et 16 des statuts sont liées. En effet, initialement les décisions devaient être prises à la majorité double des suffrages et des communes (art. 16). Or, suite à différentes remarques des commissions et également selon l'avis de la DGAIC, cette solution s'est avérée non satisfaisante dans son application.

L'effet souhaité de cette majorité double était d'éviter que les deux communes les plus importantes, bénéficiant de la majorité des suffrages, puissent décider pour l'ensemble des 9 communes membres. Par la suite, plusieurs variantes de modification de l'attribution des suffrages ont été étudiées afin d'empêcher que deux communes puissent détenir la majorité.

Finalement, la variante retenue par le COPIL afin d'éviter que les deux plus grosses communes puissent détenir la majorité des suffrages au conseil intercommunal de l'ASET, consiste à attribuer un suffrage par tranche de 500 habitants (resp. 250 pour la dernière fraction) mais en privilégiant la majorité qualifiée des 2/3 pour la prise de décision (art. 16).



Cette variante est moins sensible aux variations de populations entre aujourd'hui, la mise en service (2025) et l'horizon de dimensionnement (2040). Elle permet mieux de garantir le principe de majorité détenue par plus de 2 communes. Toutefois, ce principe rendra plus difficile les modifications/évolutions au sein de l'ASET.

Avec cette variante, Echallens perd un peu de poids par rapport à sa participation financière. En compensation, elle bénéficie d'une minorité de blocage.

L'alinéa 4 de la version consultée des statuts (« Les suffrages d'une seule commune ne peuvent représenter la majorité du conseil intercommunal. Au cas où une commune devait obtenir la majorité des suffrages, son nombre de suffrages serait réduit afin que la commune ne soit pas majoritaire, c'est-à-dire qu'elle détienne moins de cinquante pour cent des suffrages de l'organe délibérant. ») a été supprimé, n'ayant plus lieu d'être.

Recueil des questions et réponses aux communes

Le recueil des questions et réponses aux communes reprend l'ensemble des retours des communes, suite à la consultation qui s'est déroulée entre janvier et mars 2020, et présente les réponses du COPIL à chaque remarque.

En vert : un changement est fait dans les statuts suite aux retours des commissions

En brun : le texte des statuts n'est pas modifié, mais le COPIL explique pourquoi et/ou répond à la question.

N°	Nom de la commune	Qui ? <i>Muni ou commission ad hoc</i>	Thème <i>Soit : Article des statuts / Général / Projet / Autres</i>	Précisions <i>N° article ou autre</i>	Question posée <i>En détails</i>	Réponse COPIL	Divers / Commentaires
1	Oulens	Municipalité	Article des statuts	Art. 10 al. 3	Nombre d'habitants à quelle date ? Fréquence de calcul ?	Voir al. 8 et 9	
2	Oulens	Municipalité	Article des statuts	Art. 10 al. 7	À enlever ? --> Les délégués doivent être issus d'un Conseil Général ou Communal	Modification de l'al. 7: Chaque autorité (exécutif, resp. législatif) doit désigner le(s) délégué(s) qui la représente(nt) et son/leurs suppléant(s).	
3	Oulens	Municipalité	Article des statuts	Art. 10 al. 5	Le délégué municipal est désigné par la Muni ou le Conseil ? (exemple : voir art. 7 statuts ASIRE)	Voir réponse n° 2	
4	Oulens	Municipalité	Article des statuts	Art. 10 al. 5	Comment se passe le comptage à main levée ? Si un délégué a plusieurs voix ?	Le bureau connaît les délégués et les suffrages qu'ils représentent. En cas de vote à main levée, on compte les suffrages.	
5	Oulens	Municipalité	Article des statuts	Art. 25	Nomination commission des finances pour l'attribution du budget ? Ou nommer la commission finance/gestion ?	Proposition de nommer cette commission "Commission de gestion et de finances" (COGEFI)	
6	Oulens	Municipalité	Article des statuts	Art. 25 al. 1 + 3	Un membre peut rester 15 ans --> Elu pour la durée de la législature ou changer chaque année ? --> Le tournus complet par commune pourrait se dérouler sur une très longue période	Non, seul le suppléant devient membre de la commission lors de la législature suivante. Les autres membres sont élus pour une seule législature.	
7	Oulens	Municipalité	Projet	DDP	D'accord sur le principe --> Conditions à discuter		
8	Oulens	Municipalité	Projet		Discussion de l'entretien du chemin et du pont pour accéder à la STEP SIEGEO	Sur le principe, les obligations actuelles du SIEGEO envers les communes seraient transférées à l'ASET.	
9	Oulens	Municipalité	Projet		Garder le bassin de la STEP comme bassin de rétention ? En cas de problème avec la conduite entre la STAP et la STEP	Dans le projet de STAP, il est prévu de garder une partie des bassins existants comme bassin de rétention des eaux pluviales	
10	Oulens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 5 + Art. 6 al. 4 et 5	Il faudrait d'ores et déjà fixer le cadre du coût de cette adhésion, tout au moins définir la clef de calcul qui sera utilisée	Il est difficile d'anticiper ceci dans les statuts. En effet, aujourd'hui les statuts sont mis en consultation auprès des communes qui feront partie des membres (art. 4). La question de l'adhésion par une autre commune par la suite devra être traitée par le CODIR et le conseil intercommunal, regroupant les communes membres. Aujourd'hui nous ne pouvons pas prédire l'impact d'une nouvelle commune, il est ainsi préférable de ne pas figer cet élément dans les statuts.	
11	Oulens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 17	Nous serions pour une transparence au niveau de la gouvernance, à savoir PV à disposition, via un site internet, des conseillers des communes membres	Cela va de soi. Les délibérations et procès-verbaux d'un organe législatif sont publics selon (Art. 114 LC --> renvoi à l'art. 27. LC)	
12	Oulens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 26	Le plafond d'endettement est fixe dans les statuts. Cela est ok selon art. 115 de la loi sur les communes traitant des statuts des associations de communes. L'art. 114 de cette même loi dit que les dispositions concernant les communes sont applicables par analogie, aux associations. L'art. 143 de la loi (qui parle des communes) dit que pour les emprunts le plafond d'endettement est défini au début de chaque législature. Comment cela se passe-t-il pour le plafond de l'association ? Est-ce qu'il est revu au même moment et soumis aux divers conseils afin d'être validés pour la législature ?	Non, le plafond d'endettement est fixé une fois pour toutes dans les statuts. En cas de modification du plafond, il faut modifier les statuts et repasser dans toutes les communes.	
13	Oulens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 26	Comment doit figurer le plafond d'endettement de l'ASET dans les comptes des communes membres ?	Les associations de communes autofinancées par des recettes affectées (p.ex: taxes d'épuration) sont exclues du périmètre du plafond d'endettement et de cautionnement des communes (voir lien).	
14	Oulens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 26	Et quel montant faut-il fixer initialement ? En cas de dépassement de coût, s'il faut revoir le montant du plafond figurant dans les statuts, cela doit repasser devant tous les conseils.	Oui, il faut donc être suffisamment large sur ce plafond. Ce montant doit encore être défini par le COPIL.	
15	Oulens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 27	La répartition se fait en fonction des m3 distribués. Comment sont pris en compte les m3 utilisés par l'agriculture et destinés au bétail ?	Les m3 d'eau utilisés par l'agriculture sont déductibles du volume utilisé dans le calcul de la clef de répartition. Modification de l'art. 27 al.1 : Le total des charges [...] pour chaque commune selon les quantités d'eau potable-distribuées soumises à la taxe d'épuration.	
16	Oulens	Commission ad hoc	Dispositions transitoires	5. Charges financières	Les charges d'intérêts intercalaires doivent être prises par le compte investissements ne s'agissant pas de frais de fonctionnement durant la période transitoire mais de coûts liés aux crédits d'investissements	L'amortissement commencera au moment de la clôture du compte d'investissement (mise en service) mais les intérêts doivent être payés déjà pendant la période transitoire par le compte des charges.	
17	Oulens	Commission ad hoc	Dispositions transitoires	7. Transfert des infrastructures régionales	La SIEGEO est propriétaire de son installation et du terrain sur lequel elle se trouve. Cette parcelle comprend aussi du terrain agricole attenant (le tout formant la parcelle 1078 de Goumoëns). Le terrain doit rester propriété des deux communes et un DDP doit être donné pour la future STAP	Oui le terrain restera propriété des communes de Goumoëns et Oulens, c'est bien l'intention donnée par l'art. 7 des dispositions transitoires.	
18	Oulens	Commission ad hoc	Général		Il est prévu sur le site de la nouvelle STEP une réserve pour une ligne de traitement supplémentaire. Est-ce que l'ASET va bien prendre toutes les dispositions pour que l'affectation de cette réserve soit déjà verrouillée lors de la mise en place du projet ? Il sera important de d'ores et déjà sensibiliser les citoyens sur l'augmentation de la charge qui interviendra dès la mise en service et l'imager par des exemples (coût pour un foyer). Il faudra également étayer les chiffres annoncés pour le coût futur estimé de chaque installation individuelle sans la régionalisation.	La STEP régionale est planifiée à l'horizon 2040 (population et charges en 2040), avec en plus une réserve de 15%. Aujourd'hui, il ne sera pas possible de prévoir plus de place en réserve qui nécessiterait d'empiéter encore plus sur les SDA. Dans la procédure PPA, le SDT ne nous permettra pas de prévoir cette réserve. La sensibilisation doit être faite par tous les biais, COPIL, Municipalité, Législatif. Les coûts seront développés lors des phases ultérieures de projet.	

19	Echallens	Commission ad hoc	Général		Les transformations des STEP en STAP sont prises en charge par l'association. L'association prendra à sa charge les mises en conformité et ce qui est nécessaire légalement. Si un élément ou une STEP n'est plus utilisée mais qu'elle n'est pas encore amortie, qui paie ?	Le transfert se fait à la valeur résiduelle comptable selon art. 7 des dispositions transitoires (annexe 2). Ainsi les montants au bilan seront transférés à l'ASET. C'est donc l'ASET qui paiera.	
20	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 9	Proposition de nommer cette commission "Commission de gestion et de finances" (COGEFI)	Proposition retenue.	
21	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 10, al. 3	Le mot "entité" pose problème. Que signifie-t-il ?	Modification de l'al. 3 : Le nombre d'habitants correspond à la population recensée des communes, des entités/localités effectivement raccordées à l'ASET.	
22	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 10, al. 5 à 7	La dernière phrase de l'alinéa 7 doit disparaître, c'est le législatif qui élit ses délégués --> nous proposons de refondre les alinéas 5 à 7 ainsi : 5) <i>Chaque commune désigne le nombre de délégué(s) nécessaire(s) à sa représentation. Un des suffrages est attribué à un délégué issu de la Municipalité.</i> 6) <i>Le solde est attribué à un ou plusieurs délégués issus des législatifs communaux. Le nombre de suffrages portés par un ou une délégué(e) est fixé à 5 au maximum. Ils sont désignés par les législatifs des communes membres.</i> 7) <i>De même un(des) suppléant(s) est(sont) également désigné(s). Le(s) suppléant(s) ne participe(nt) aux séances qu'en l'absence du(des) délégué(s).</i>	Voir réponse n° 2. L'exécutif désigne son délégué et le législatif désigne son(ses) délégué(s).	
23	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 13, al. 4	Proposition : mettre "4 mois" plutôt que "5 mois" afin de pouvoir boucler les comptes des communes	Proposition acceptée: al. 4 Le conseil intercommunal se réunit au moins deux fois par année, dans les 4 premiers mois pour les comptes et avant la fin du mois d'octobre pour le budget.	
24	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 16	Indiquer que le règlement expliquera la mise en œuvre de cette double majorité	La faisabilité juridique et technique de cette double majorité est en cours de réflexion (contact au SCL). Une réponse ultérieure sera donnée.	
25	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 18, let. J)	Il est surprenant que le conseil intercommunal élabore le PGEEi. Il serait plus judicieux que cela soit de la compétence du CODIR	Modification de l'art. 18 al. 1 let. J) approuve le PGEEi. [Les PGEE sont regis par les art. 21 LPEP et 5 OEaux] ; Modification de l'art. 24 al. 1 (ajout de la) let g) Etablir et tenir à jour la planification générale de l'évacuation des eaux intercommunale (PGEEi), au sens des articles 21 LPEP et 5 OEaux.	
26	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 26	Il est surprenant de mettre cette disposition dans les statuts ; néanmoins cela paraît être une obligation de le mettre dans les statuts, mais à vérifier	Oui c'est une obligation d'indiquer le plafond d'endettement dans les statuts de l'association. Art. 115 al.1 chiffre 13. de LC (loi sur les communes)	
27	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 26	Plafond de cautionnement : la part du plafond d'endettement revenant à chaque commune devra-t-elle être intégrée dans son plafond d'endettement ou comme engagement hors bilan ? Le choix fait en début de législature pour les plafonds des autres associations intercommunales est-il contraignant ? Exemple : Villars-le-Terroir a choisi d'intégrer sa part du plafond de l'ASIRE dans son plafond (env. 2.8 - 3.0 MCHF) et il a drastiquement dû revoir ses investissements ; va-t-il pouvoir intégrer encore ces 2.5 MCHF env. ?	Les associations de communes autofinancées par des recettes affectées (p.ex: taxes d'épuration) sont exclues du périmètre du plafond d'endettement et de cautionnement des communes (voir lien).	
28	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 27, al. 1	Enlever "potable distribuées", ce qui permettrait de pouvoir taxer le traitement des eaux de récupération aussi	Oui, voir réponse n° 15.	
29	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 27, al. 2	Que signifie "rétroactivement sur l'année en cours" ? À clarifier dans les statuts car ce n'est pas clair.	La mise en œuvre se base sur les données de l'année écoulée.	
30	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 28, al. 2, let. c	La distinction entre les investissements financés par le budget et ceux financés par un crédit/emprunt n'est pas clairement définie ; ce dernier étant payé par amortissements. Cela manque de clarté pour un commissaire.	Modification de l'art. 28, al.2 : a) Les frais de fonctionnement ; b) Les amortissements nécessaires pour couvrir la valeur du capital des installations; c) Les investissements planifiés Les amortissements des investissements nécessaires pour l'extension, l'assainissement et le remplacement des installations, pour leur adaptation à des exigences légales ou pour des améliorations relatives à l'exploitation.	
31	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 30	Remplacer "le 30 mai" par "le 30 avril"	Proposition acceptée : Art. 30 al.1 : L'association [...] avant le 30 octobre et les comptes avant le 30 avril.	
32	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 34	Longue discussion qui a abouti par la proposition de créer une nouvelle annexe 9 (voir ci-dessous)	Voir n°37	
33	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Annexe 2, art. 4	Besoin de reformuler car les conditions et la définition de raccordement ne sont pas claires. Suggestion : "jusqu'au raccordement de la STEP régionale et sa mise en service"	Ce n'est pas la STEP régionale qui se raccorde. Les autres communes, en se raccordant à la STEP régionale, pourront mettre hors service leur STEP (ce qui correspond à l'arrêt de l'exploitation et des coûts liés).	
34	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Annexe 2, art. 6	Longue discussion sur l'utilisation de la valeur "d'amortissement légale" au lieu de "valeur résiduelle au bilan". Proposition de reprendre à la valeur selon les amortissements légaux.	Contrairement à un autre compte, le compte de l'épuration est un compte affecté. Ceci étant il ne devrait pas y avoir un amortissement supérieur au montant légal.	
35	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Annexe 2, art. 7	Besoin de clarification de "réserves comptables doivent être transférées" car certains souhaitent comptabiliser les actifs aux amortissements réellement faits. Quel est le sens du mot "explicitement" ?	Suppression de la phrase de l'annexe 2 art. 7: "Les éventuelles réserves comptables affectées explicitement aux éléments de réseau transférés à l'ASET doivent également être transférées."	
36	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Annexe 3	Au lieu de mettre un chiffre fixe, nous suggérons de mettre pour Cugy 2 à 3 délégués du conseil et pour Echallens de 3 à 11 délégués du conseil	Pour la colonne "Délégués Conseil", toutes les communes sont à 1 sauf: Cugy: 1 à 2 Echallens: 2 à 10	

						NOUVEAU: Article 9 de l'Annexe 2: 9. Site de la STEP d'Echallens La commune d'Echallens entreprend et finance toutes les démarches liées au PPA et tient un décompte des frais (achat de terrain, études, frais de notaire, etc.) Elle accorde à l'ASET un droit distinct et permanent sous forme d'un paiement unique correspondant au montant de l'achat et des frais liés à la procédure.	
37	Echallens	Commission ad hoc	Article des statuts	Annexe 9 (proposition)	1) Achat par la commune d'Echallens du terrain nécessaire pour l'extension de la STEP. 2) Financement par l'ASET. 3) DDP existant accordé gratuitement à l'ASET par la commune d'Echallens. 4) Extension du DDP au terrain acquis pour l'extension de la STEP.		
38	Echallens	Commission ad hoc	Autres		Discussion sans décisions sur le personnel existant des communes et de la future ASET.	Ne nécessite pas de réponse.	
39	Montilliez	Commission ad hoc	Général		Après avoir parcourus et analyser les divers articles des statuts et avenants aux statuts, nous avons rien de particulier à signaler et à modifier.	Ne nécessite pas de réponse.	
40	Morrens	Commission ad hoc	Projet		Les autres variantes (par ex. raccordement de Morrens-Talent sur la STEP de l'AET avec traitement éventuel des micropolluants) sont-elles définitivement écartées ?	Oui, en tout cas du point de vue du COPIL cette option n'est plus considérée. Le périmètre de régionalisation actuel a été validé par la DGE. Dans le cadre du PREE de la Chamberonne, on considère que les STEP de Morrens-Mèbre et Cugy-Praz-Faucon se raccorderont sur Echallens. Formellement, il s'agit toutefois là d'une compétence de la municipalité de Morrens et pas du COPIL.	
41	Morrens	Commission ad hoc	Projet		En période d'étiage, le débit du Talent serait fortement réduit en amont d'Echallens. Les conséquences écologiques ont-elles été évaluées ?	Ces éléments ont été évalués dans le cadre de l'étude régionale. Le bénéfice apporté par la régionalisation est plus important que l'aspect de la diminution du débit d'étiage. En travaillant sur leurs eaux claires parasites, les communes peuvent participer à l'amélioration du débit d'étiage.	
42	Morrens	Commission ad hoc	Projet		Comment cela se fait-il que, selon le graphique "Coûts par commune 2025" en page 40 de la présentation, les montants indiqués dans le cas 1 (état actuel projeté à 2025) et dans le cas 2 (sans régionalisation) soient aussi proches entre Morrens-Talent et Morrens-Mèbre alors que ces deux STEP sont tellement différentes ?	Les coûts de l'état actuel n'ont pas été différenciés entre les deux STEP (car issu du compte communal commun). La valeur de CHF 2.02/m3 représente donc le coût moyen pour les habitants de Morrens. Pour l'état futur, les coûts sont issus d'indicateurs de coût. Il est considéré qu'à l'horizon 2040 les deux STEP devront être renouvelées pour atteindre les performances requises. Ces deux STEP ont, à peu près, le même nombre d'équivalent-habitants et donc elles auraient les mêmes caractéristiques d'où le coût comparable à long terme.	
43	Morrens	Commission ad hoc	Projet		Selon ce même graphique, Echallens et les communes déjà raccordées sur la STEP d'Echallens payeraient le même montant par m3 d'eau en 2025 que les autres communes pour lesquelles des travaux de raccordement conséquents auront été nécessaires. Ces premières ne risquent-elles pas de s'y opposer ?	Non, le principe de pot commun a été accepté par tous. En effet, il a été démontré qu'Echallens bénéficie de l'effet d'échelle pour diminuer les coûts de la STEP régionale (même en participant aux coûts de raccordement), elle a donc intérêt à accepter ces conditions. De plus, les communes déjà raccordées pourront elles aussi mettre "dans le pot commun" les collecteurs d'importance régionale, actuellement communales. Cette solution a semblé acceptable et équilibrée.	
44	Morrens	Commission ad hoc	Projet		Le tracé des conduites régionales sur la commune de Morrens devra être plus précis.	Les tracés des raccordements seront étudiés en détail par un mandataire qui sera désigné par l'ASET.	
45	Morrens	Commission ad hoc	Projet		Un PowerPoint du projet devra être disponible pour une présentation aux Conseils	La présentation faite aux législatifs sera adaptée au besoin pour une présentation aux Conseils.	
46	Morrens	Commission ad hoc	Projet		La STEP Mèbre n'est pas prise en compte pour devenir une STAP, même si elle ne servira qu'au pompage des EU des Biolettes ; pourquoi ?	La STEP Mèbre sera une STAP communale sous responsabilité de la commune de Morrens. Tout comme le raccordement de cette petite STAP à la nouvelle STAP intermédiaire (qui elle sera intercommunale). Il existe d'autres cas similaires de petites STAP communale dans les communes du périmètre.	
47	Morrens	Commission ad hoc	Projet		De quoi seront équipées les STAP (déversoir d'orage, dégrilleur, décanteur primaire) ?	Les STAP seront équipées d'un dégrilleur, d'un déversoir et d'un BEP pour les plus grosses. Elles seront équipées de pompes pour eaux brutes (avec redondance) et d'un système automatisé de nettoyage du BEP, le tout sera commandé par la supervision de la STEP.	
48	Morrens	Commission ad hoc	Projet		Que se passera-t-il en cas de panne d'électricité ?	En cas de panne d'électricité, les eaux partiront au trop-plein. Si la panne est de courte durée (les pannes d'électricité dépassant quelques instants sont extrêmement rares), l'eau usée reste dans la fosse de pompage ou le BEP.	
49	Morrens	Commission ad hoc	Projet		Avez-vous tenu compte d'un dimensionnement suffisant des conduites pour supporter la surcharge liée à de fortes pluies de plus en plus fréquentes et/ou pour le raccordement futur de nouvelles communes (AET) ?	Les débits liés aux fortes pluies ne seront pas pompés directement vers la STEP régionale. Ils seront stockés dans les BEP puis pompés à débit plus faible par la suite. Dans la mesure du possible et dans une perspective de coût non disproportionnée, il sera envisagé de prévoir de la réserve dans les conduites pour un raccordement ultérieur.	

						A cause du taux de dilution faible en période d'étiage, la future STEP d'Echallens devra traiter les micropolluants. Aujourd'hui le Talent, à l'aval d'Echallens, contient plus de 50% d'eaux usées épurées, ce taux va encore augmenter avec l'accroissement de la population. Néanmoins, avec une nouvelle STEP performance avec nitrification et traitement des micropolluants, les charges polluantes rejetées dans le Talent seront diminuées en comparaison de la situation actuelle. Cette question est actuellement à l'étude dans la première phase d'étude d'impact sur l'environnement. La STEP régionale sera d'ailleurs très probablement soumise à des exigences de rejet renforcées pour certains paramètres.	
50	Morrens	Commission ad hoc	Projet		La quantité d'eau traitée ne devrait pas dépasser 10% de l'eau du ruisseau, raison pour laquelle la DGE s'est opposée à un raccordement d'une AET à 8'000 habitants (pour traiter les micropolluants et l'azote) sur la partie supérieure du Talent. Quel sera l'état du Talent à la sortie de la STEP d'Échallens avec ses 26'000 habitants prévus en 2040 ?		
51	Goumoëns	Municipalité	-	-	-	RAS	
52	Goumoëns	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 29, al. 1	Est-ce que les déficits seront répartis aux communes par rapport au nombre d'habitants de la commune ou simplement divisé entre le nombre de communes à parts égales ?	Il s'agit ici des charges d'exploitation qui seront réparties entre les communes selon la clé de répartition (art. 27 al.1).	
53	Goumoëns	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 34, al. 2	L'article n'est pas clair pour nous, qu'est-ce qui est sous-entendu par "octroyer des servitudes sur le domaine privé de la commune", on parle du terrain communal appartenant à la commune ou au propriétaire ?	L' al. 2 de l'article 34 est supprimé.	
54	Goumoëns	Commission ad hoc	Général		Et de plus, est-ce qu'une indemnité de passage au propriétaire du terrain est prévue pour le passage des conduites ?	Si le propriétaire du terrain est la commune alors il n'y a pas d'indemnité. Les autres cas seront réglés par le CODIR. Toutefois, les indemnités pour perte de culture sont courrantes dans ce genre de travaux et des montants ont été budjetés dans les devis des raccordements.	
55	Villars-le-Terroir	Commission ad hoc	Général		Nous faisons déjà partie de la STEP d'Echallens. En cas de refus, cela impliquerait la création d'une nouvelle STEP indépendante, des taxes, ou la mise à niveau du traitement des micropolluants, et inévitablement des coûts plus importants pour notre commune. Après étude de notre situation actuelle, Villars-le-Terroir faisant déjà partie du réseau intercommunal "STEP Échallens et région", il nous paraît vivement conseillé de suivre les directives du rapport telles que présentées dans la séance d'information du 26 novembre 2019, et ainsi faire pleinement partie de l'association intercommunale, "Régionalisation"	Ne nécessite pas de réponse.	
56	Bottens	Commission ad hoc	Général		Lors de l'examen du texte, nous avons relevé à plusieurs reprises un vocabulaire différent selon les articles pour nommer une fonction ou une action. Cette forme d'écriture est peu compatible avec un texte à portée juridique.	Une revue du texte sera faite pour uniformiser le vocabulaire.	
57	Bottens	Commission ad hoc	Projet		Comment va-t-on gérer les fusions de communes à venir, notamment pour déterminer le nombre de délégués ? Le cas échéant, si le nombre de délégués d'une (nouvelle) commune doit être réduit (plus qu'un seul délégué municipal, éventuellement moins de délégués du législatif), à quelle date ces changements sont-ils effectifs et qui détermine quels délégués doivent renoncer à leur fonction ? Exemples fictifs: Bottens – Froideville - Poliez-Pittet / Cugy - Bretigny / Oulens - Bettens	Les exemples de fusion donnés ne changent rien aux nombres de délégués car les habitants raccordés à la STEP régionale ne changent pas. Les délégués sont, par principe, démissionnaires en cas de fusion et ensuite réelu par la commune fusionnée.	
58	Bottens	Commission ad hoc	Général		Harmoniser les termes et la phraséologie des articles (ex : annexe 2 : Step existantes / Step actuelles). Nous retrouvons ces cas de figure également dans les statuts. La comission de relecture doit être attentive à ces incohérences.	Une revue du texte sera faite pour uniformiser le vocabulaire.	
59	Bottens	Commission ad hoc	Projet	Durée d'amortissement de la STEP	Une durée de 30 dès la mise en eau est trop longue, c'est engager nos communes jusqu'à l'horizon 2056. Nous proposons 20 ans maximum.	La durée de vie technique d'une STEP est de 30 ans (durée moyenne usuellement considérée). Il semble donc logique d'adosser la durée d'amortissement à cette durée de vie technique afin de garantir une charge financière la plus régulière possible (adéquation avec MCH2). Ce n'est pas la durée de l'amortissement qui engage les communes sur un durée mais l'art. 7 al.2 des statuts.	
60	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 6, al. 6	Dernière phrase : il s'agit d'un commentaire et à ce titre il ne doit pas figurer dans les statuts. Le cas échéant un document explicatif contenant de tels commentaires peut être ajouté en annexe référencée à la fin des présents statuts.	Cette phrase sera retirée de l'art. 6 al. 6	
61	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 7, al. 2 et al. 2 bis	Propositions : "Aucune commune membre ne peut se retirer de l'association durant les 10 premières années suivant la mise en eau de la STEP. Une quote-part équivalente à la valeur résiduelle de l'amortissement sera facturée aux communes démssionnaires.	Aujourd'hui, les communes qui s'engagent dans une démarche de régionalisation doivent le faire avec une vision à long terme. C'est pourquoi le COPIL a choisit cette durée initiale de 30 ans.	
62	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 10, al. 5	La répartition des suffrages en fonction du nombre de délégués n'est pas pertinente. Ce mode d'attribution pose la question suivante : En cas de suffrages impairs qui du/des délégués bénéficie du suffrage supérieur ? Le/les délégués issu(s) du législatif ou celui/ceux issu(s) de l'exécutif ? En cas d'indisponibilité du délégué qui dispose de plusieurs voix ou des voix majoritaires, est-ce son suppléant qui dispose de ces voix, alors même qu'il n'a peut-être jamais participé au Conseil intercommunal jusque-là et qu'il ne dispose peut-être pas de toutes les informations préalables s'il doit remplacer le délégué au dernier moment ? Comment peut-on imaginer un processus politique et démocratique cohérent face à de telles incertitudes qui peuvent survenir au dernier moment ? On voit par ces exemples que l'attribution de plusieurs suffrages à un seul et même délégué doit être abandonnée. Il faut que le nombre de délégués de la Commune soit équivalent au nombre de suffrages, chaque délégué disposant d'un suffrage.	Ce cas concerne Cugy et Echallens. Le délégué de l'exécutif a toujours un seul suffrage selon art. 10 al.5. Le choix du nombre de délégués du législatif, pour les communes qui ont plus que 2 suffrages, est du ressort de la commune qui désigne ses délégués. Elle peut donc, si elle le souhaite, désigner autant de délégués qu'elle a de suffrage ou décider de donner plusieurs suffrages à ses délégués du législatif. Il s'agit uniquement d'une possibilité offerte.	

63	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 10, al. 7	La 1re phrase de l'alinéa est contradictoire avec la 3e phrase de l'alinéa 5 ! En effet, alors que le délégué doit être membre du législatif communal de la commune concernée (et non d'une autre, encore que le texte des statuts ne soit pas totalement clair sur ce point !), l'alinéa 7 ne prévoit pas cette exigence pour le délégué suppléant, qui prévoit que le délégué suppléant doit seulement être un électeur, à savoir un citoyen membre d'un exécutif, d'un législatif ou sans aucune fonction élective... --> Soit il faut supprimer cet alinéa 7 soit il faut adapter l'alinéa 5. De plus, en aucun cas un exécutif ne peut se substituer au législatif pour désigner le/les représentant(s) du Conseil communal ou général. Chaque autorité doit désigner le(s) délégué(s) qui la représente(nt) et son/leurs suppléant(s).	Il y a effectivement une contradiction. Modification de l'al 7: "Chaque autorité (exécutif, resp. législatif) doit désigner le(s) délégué(s) qui la représente(nt) et son/leurs suppléant(s)."	
64	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 10, al. 8	Déterminer avec précision la date du recensement : s'agit-il du 31 décembre de l'année qui précède la nouvelle législature ou du 31 décembre de la 1re année de législature ? Cette précision peut être d'importance pour déterminer le nombre de sièges auquel la commune a droit.	Proposition de modification de l'al. 8: Les recensements officiels au 31 décembre de l'année qui précède la nouvelle législature sont déterminants pour fixer la représentativité au sein des organes.	
65	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 10, al. 9	Concernant l'annexe 3 "Répartition des suffrages" : ces derniers peuvent être sensiblement modifiés selon les communes et ce pour l'entier de la législature à venir, notamment en cas de fusion de communes ou de modification du nombre de raccordements à la STEP (p. ex. mise hors service d'une STEP existante raccordant certains habitants d'une commune et raccordement sur la STEP appartenant à l'ASET). Il faut être conscient que le nombre de délégués d'une commune jusqu'à la fin de la législature risque donc d'être disproportionné par rapport à celui des autres communes.	Il est difficile d'intégrer cet élément dans les statuts. Nous avons toutefois pris note de ce point.	
66	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 12	Voir art. 18. Ces dispositions sont en partie redondantes.	Suppression des al. 2 et 3 de l'art. 12 qui sont aussi dans l'art. 18.	
67	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 13, al. 3	Modifications et précisions à apporter : "l'avis de convocation est systématiquement mis en copie, pour information, au greffe municipal et au Bureau du Conseil des communes membres."	Modification de l'art. 13 al.3 ainsi: "L'avis de convocation est systématiquement transmis en copie au Greffe municipal et au Bureau du Conseil de la commune dont le(s) délégué(s) est(sont) le(s) représentant(s)."	
68	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 15, al. 1	Supprimer la référence : "que toutes les communes membres sont représentées". Une telle exigence a un effet de blocage : si, quels qu'en soient les motifs, les délégués d'une commune ne participent pas à la séance régulièrement convoquée selon les délais statutaires, ce sont alors d'autres communes qui en subiront les conséquences si leurs délégués sont absents en fonction d'un délai très raccourci lors d'une 2e convocation (agenda surchargé). Le risque est grand de devoir siéger avec de nombreux suppléants non au courant de l'historique des matières à traiter.	Modification de l'art. 15 al.1 ainsi: "Le conseil intercommunal ne peut délibérer que si les membres présents sont porteurs de la majorité absolue du nombre total des suffrages définis selon l'Article 10 et qu'au moins 3/4 des communes membres sont représentées."	
69	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 15, al. 2 et 3	Adapter à la formulation retenue al. 1, respectivement supprimer.	Selon réponse n°68.	
70	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 16, al. 1	Supprimer l'exigence de la double majorité des suffrages représentés et des communes. Motif : les délégués des communes ne voteront pas obligatoirement de la même manière. Dès lors on ne peut pas déterminer le vote par commune. Il n'est pas non plus possible d'obliger les délégués à adopter une position commune à l'avance (sinon pourquoi désigner plusieurs délégués ?). Ce mode de faire serait de toute façon contraire au fonctionnement même d'un conseil législatif, dans lequel l'opinion d'un délégué peut évoluer au cours du débat, pour l'ASET et bloque le processus démocratique (vote communal bloqué). Proposition de rédaction : "Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. ... (suite de l'article inchangé)". Pour rappel, chaque membre doit disposer d'un seul suffrage, voir commentaire ci-dessus à l'art. 10, al. 5.	La faisabilité juridique et technique de cette double majorité est en cours de réflexion (contact au SCL). Une réponse ultérieure sera donnée.	
71	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 18, let. a b c	Doublon avec art. 12, ch. 2 et 3	Réponse selon n° 66.	
72	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 18, let. e	Modification : "vote sur les comptes et adopte le rapport de gestion ainsi que le budget"	Modification de l'art.18 al.1 let. e Vote sur les comptes et adopte le rapport de gestion ainsi que le budget ;	
73	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 18, let. h	Modification : autorise le CODIR à contracter des emprunts dans les limites du plafond d'endettement, selon art. 26. Articulation identique au fonctionnement des communes.	Modification de l'art.18 al.1 let. h Autorise le CODIR à contracter des emprunts dans les limites du plafond d'endettement, selon art. 26 ;	
74	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 19	Proposition : limiter le nombre de membres du CODIR à 5. Il faut éviter que 2 communes seulement soient évincées, alors que toutes les autres seraient représentées au CODIR. Il faut un certain équilibre entre les communes représentées au CODIR et celles qui ne le sont pas à un moment donné, et ne pas donner l'impression de mettre sur la touche une ou deux communes.	Le nombre de membres du CODIR a été largement discuté par le COPIL. Le choix de 5 à 7 membres retourne d'un consensus au sein du COPIL.	
75	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 25, al. 1	Ajouter une 2e phrase : "les membres doivent être issus de communes différentes"	Modification de l'art. 25, al 1 : La commission de gestion, composée de 3 membres du conseil intercommunal et 1 suppléant, est élue par le conseil intercommunal au début de chaque législature pour la durée de celle-ci. Les membres doivent être issus de communes différentes.	
76	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 25, al. 3	alinéa à supprimer. Les membres doivent être choisis en fonction de leurs compétences et non selon un ordre aléatoire déterminé par le tournoi des communes. Il s'agit d'une commission de gestion, non d'une fonction honorifique !	Modification de l'art. 25, al 3 : Les membres sont élus par le conseil intercommunal. Le suppléant devient automatiquement titulaire au début de la législature suivante.	
77	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 27	Communes démissionnaires : voir art. 7	Selon réponse n° 61.	

78	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 28, al. 1, let. c	Dans quel cas de figure, sur quelle base etc. y a-t-il participation des "industries partenaires" ? Ne s'agit-il pas plutôt de participations découlant d'un contrat passé directement entre l'ASET et une entreprise industrielle tierce (sans utilisation du réseau communal de la commune concernée) ?	Il peut arriver qu'une industrie générant d'importantes charges polluatives s'implante sur le territoire d'une des communes membres. Dans ce cas-là, il peut être plus aisé que l'ASET taxe directement l'industrie plutôt que de passer par la commune. Il s'agit effectivement d'une participation découlant d'un contrat passé entre l'ASET et l'industrie qui peut ou non utiliser le réseau communal et intercommunal.	
79	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 32	Partenaires industriels : terminologie différente de l'art. 28, al. 1, let. c	Modification de l'art. 32 al.1 : Le budget, les comptes et le rapport de gestion sont transmis aux communes membres ainsi qu'aux industries partenaires .	
80	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 34, al. 2	Le titre de l'article 34 porte sur le domaine public, alors que l'alinéa 2 porte sur le domaine privé communal, ce qui est incohérent. De plus, la constitution de droits réels (servitudes p. ex.) sur le domaine privé communal n'est pas une compétence municipale. Cette autorisation relève du législatif sous réserve d'autorisations générales qui sont attribuées en début de législature à l'exécutif. Cela relève de l'autonomie de chaque commune membre, et non des Statuts de l'ASET. Il convient donc de supprimer purement et simplement l'alinéa 2 !!	L' al. 2 de l'article 34 est supprimé.	
81	Bottens	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 34, al. 3	Déplacement des ouvrages privés, question : qui supporte les frais : l'ASET ou le propriétaire privé ? Pour les frais publics est-ce l'association ?	Modification de l'art. 34 al. 3 : L'association supporte les frais de déplacement d'ouvrages communaux ou privés lorsqu'un tel déplacement est rendu nécessaire pour la pose de canalisations.	
82	Cugy	Commission de gestion	Article des statuts	Art. 10	Il est prévu que les "délégués soient désignés par les exécutifs des communes membres". Bien que la LC art. 115 ne prévoit pas l'autorité devant désigner les délégués, la COGEST demande, pour des raisons de contrôle démocratique, que les délégués soient nommés par les législatifs des communes membres.	Voir réponse n° 2	
83	Cugy	Commission de gestion	Article des statuts	Art. 13	"Le conseil intercommunal est convoqué par avis personnel adressé à chaque délégué, au moins quinze jours à l'avance". La COGEST demande que le conseil intercommunal soit convoqué au moins 30 jours à l'avance, afin de faciliter la communication avec le conseil communal.	Modification de l'art. 13 al.1 : Le conseil intercommunal est convoqué par avis personnel adressé à chaque délégué, au moins trente jours à l'avance	
84	Cugy	Commission de gestion	Article des statuts	Art. 27	La clef proposée est rationnelle et justifiée. La COGEST demande néanmoins qu'il soit mentionné la possibilité de pénaliser à terme des communes ayant un réseau d'eaux séparatif déficients susceptibles de surcharger les installations.	Selon les différentes discussions menées à ce sujet par le COPIL, il ne semble pas pertinent de mentionner ce point dans les statuts.	
85	Cugy	Commission de gestion	Général		Bien que ce projet implique la participation à une nouvelle association intercommunale avec les délégations décisionnelles que cela implique, la COGEST est favorable à la poursuite du projet, nonobstant les trois remarques mentionnées ci-dessus.	Ne nécessite pas de réponse.	
86	Cugy	Commission ad hoc	Projet		Nous recommandons d'anticiper (niveau statutaire et financier) un éventuel raccord du bassin versant Talent, si nous décidons de sortir de l'AET (STEP de Froideville, Bretigny, Morrens et Cugy) : à la fin de la période réglementaire (2024) ; à la fin de la période d'amortissement (2028) ; ou plus tard lorsque d'éventuels changements des normes légales entraîneraient de gros investissements sur le site de l'AET.	La commune de Cugy ferait déjà partie de l'ASET, les statuts ne précisent pas quels habitants de chaque commune sont raccordés ou non. Par contre, l'aspect financier devra être réglé par le CODIR et le Conseil intercommunal (financement du raccordement de la partie Nord de Cugy). Dans le projet de raccordement de la STEP de Cugy Praz-Faucon, les conduites seront dimensionnées avec une réserve suffisante pour accueillir les quelques 1'200 habitants de plus au besoin.	
87	Cugy	Commission ad hoc	Projet		Nous souhaiterions, si pas déjà fait, la réalisation d'un concept énergétique global : méthanisation (utilisation sur le site de la STEP ou réinjection dans le réseau ?) ; valorisation de la chaleur des eaux à la sortie de la STEP (utilisation sur le site de la STEP ou chauffage à distance ?) ; turbinage des eaux gravitaires ; installation de panneaux photovoltaïques sur les STAP pour auto-consommer l'énergie (pompage des eaux usées en direction de la STEP).	Touts ces aspects énergétiques seront pris en compte dans les études de projet, une fois l'ASET installée.	
88	Cugy	Commission ad hoc	Général		Nous recommandons l'installation de compteurs pour connaître précisément le volume d'eau usée injecté par chaque commune afin de pouvoir optimiser les installations, détecter les lacunes dans les séparatifs et éventuellement changer de modèle de répartition des coûts.	Les lacunes sur le séparatif n'ont pas d'impact sur le dimensionnement de la STEP. Et un impact relativement faible sur le coût d'exploitation du système régional. Par contre, les eaux claires parasites (ECP), elles, sont néfaste pour le système d'épuration. Toutefois, après analyse des données existantes aux divers STEP, le taux d'ECP est équivalent dans toutes les STEP, cela ne justifie pas un investissement important pour la mise en place de débitmètres précis à tous les points de sortie.	
89	Cugy	Commission ad hoc	Article des statuts	Art. 10	L'article 10 des statuts doit être clarifié : nous recommandons de supprimer l'alinéa 7 et d'ajouter dans l'alinéa 5 que les représentants issus du législatif sont désignés par ce même organe.	Voir réponse n° 2	
90	Cugy	Commission ad hoc	Article des statuts	Annexe 2	Dans le premier paragraphe de l'annexe 2 des statuts il faut ajouter celle de Cugy-Mèbre à la liste des STEP en service.	Sera corrigé.	
91	Fey	Ensemble des organes législatifs et exécutifs impliqués	Article des statuts	Art. 6, al. 6	Le mot "obligent" doit s'écrire au singulier	Sera corrigé.	
92	Fey	Ensemble des organes législatifs et exécutifs impliqués	Article des statuts	Art. 8, al. 2	Le mot "régi" doit s'écrire au féminin	Sera corrigé.	

93	Fey	Ensemble des organes législatifs et exécutifs impliqués	Article des statuts	Art. 10, al. 7	Cet article est en contradiction avec l'alinéa 5 du même article. Dans l'alinéa 5, il est précisé comment sont nommés les délégués. De ce fait, l'alinéa 7 ne devrait pas exister. De plus, des délégués des exécutifs et législatifs communaux sont d'office des électeurs de leurs communes.	Voir réponse n° 2	
94	Fey	Ensemble des organes législatifs et exécutifs impliqués	Article des statuts	Art. 19, al. 1	Le CODIR peut être composé de 5 <u>ou</u> 7 membres, et non 5 <u>à</u> 7 membres. Car cela sous-entend que le CODIR peut être composé de 6 membres.	Le nombre de membres du CODIR a été largement discuté par le COPIL. Le choix de 5 à 7 membres retourne d'un consensus au sein du COPIL. En cas d'égalité, la voix du Président l'emporte.	
95	Fey	Ensemble des organes législatifs et exécutifs impliqués	Article des statuts	Art. 29, al. 3	Si aucun acompte n'est demandé durant l'année, il serait préférable de notifier "ou sur le décompte annuel suivant".	S'il y a un trop-perçu c'est qu'il y a eu un acompte. Je ne pense pas qu'il y ait besoin de modifier le texte.	
96	Fey	Ensemble des organes législatifs et exécutifs impliqués	Article des statuts	Art. 33, al. 1	Est-ce que l'association sera également exonérée de toutes taxes et impôts cantonaux et fédéraux ? Si oui, à noter dans les statuts.	Non	
97	Fey	Ensemble des organes législatifs et exécutifs impliqués	Article des statuts	Art. 36, al. 2	Il faut ajouter soit "au prorata des habitants" ou "au prorata de l'eau potable consommée en m3". Il faut mentionner une clef de répartition qui soit adaptée à chaque commune.	Modification de l'art. 36 al. 2 : "La liquidation s'opère par les soins des organes de l'association. Envers les tiers, les communes sont responsables solidairement des dettes de l'association au prorata des habitants raccordés."	Cette modification n'a pas été admise par la DGAIC (SCL). L'art 127 LC dit qu'elles sont solidaires des dettes de l'association.